

27 septembre 2018 : cette première journée nationale d'action dans tous les établissements de l'enseignement professionnel public a été une vraie réussite. Elle a été l'occasion pour de nombreux collègues et 7 organisations syndicales dont le SNUEP-FSU et le SNEP-FSU de dire NON à cette réforme. Vous trouverez dans ce numéro des dépêches de la presse régionale et nationale.



Ci-dessus une photo concernant le rassemblement devant le rectorat, sachant que d'autres actions se sont déroulées dans nos établissements. Nous pouvons être fiers ENSEMBLE. Amplifions la résistance !

Réforme de la voie pro : Le compte n'y est toujours pas !

Lors de la commission spécialisée de lycée du 26 septembre, où les textes sur les grilles horaires de formation CAP et Bac Pro ont été présentés, le SNUEP-FSU a rappelé que la réforme de l'enseignement professionnel ne pouvait ni se faire sur le dos des lycéen·nes ni sur celui des professeur·es de lycée professionnel.

Le SNUEP-FSU n'accepte toujours pas la baisse du volume disciplinaire pour les élèves. Cette baisse aura pour conséquence de fragiliser la double finalité des diplômes professionnels : l'insertion professionnelle et la poursuite d'étude.

Il a demandé au ministère de revoir les grilles notamment en augmentant le volume disciplinaire en LV2, en sciences-physiques, en arts appliqués et en EPS.

Il a demandé aussi que la co-intervention ne soit pas gravée dans les grilles horaires. Cette modalité d'enseignement doit pouvoir être proposée à toutes les disciplines en fonction des projets menés par les professeurs de la classe. L'imposer aux professeurs de mathématiques et de français ne peut avoir que des effets négatifs pour les enseignant·es et leurs élèves. Il demande donc que ce volume soit réintégré dans le volume horaire disciplinaire en français et en mathématiques. De plus, le SNUEP-FSU a demandé qu'apparaisse clairement dans les textes que la co-intervention soit financée à la hauteur de 2 heures professeur pour chaque heure élève.

Enfin, le SNUEP-FSU a demandé un cadrage national du volume horaire dédié à la consolidation des acquis, l'accompagnement personnalisé et la préparation à l'orientation. Il a réclamé une augmentation du volume complémentaire d'heures professeur notamment pour permettre un travail en effectif réduit dans toutes les disciplines d'enseignement général ainsi qu'un accompagnement personnalisé et un travail sur la consolidation des acquis des élèves en petit groupe.

En l'état, ces grilles horaires permettraient de supprimer 900 postes de l'enseignement professionnel à la rentrée 2019 et près de 3500 postes en 3 ans. Pour le SNUEP-FSU et le SNEP-FSU, c'est inacceptable. Ils demandent donc au ministère de revoir sa copie et de se laisser le temps d'une réelle négociation en ne présentant pas ces textes au CSE du 10 octobre prochain.

Au-delà de ces grilles et après la réussite de cette première journée nationale d'action dans tous les établissements de l'enseignement professionnel public, le SNUEP-FSU et le SNEP-FSU considèrent que cette réforme est inadmissible. Ils appellent les personnels à poursuivre et à amplifier les mobilisations pour la défense de l'enseignement professionnel public, de ses élèves et de ses enseignant·es.

Communiqué SNUEP-FSU du 27 septembre 2018



« Des économies sur le dos des jeunes ! »

BORDEAUX Hier, au rectorat de Bordeaux, des professeurs girondins protestaient contre la réforme de la voie professionnelle

Entre 70 et 80 professeurs, de disciplines professionnelles et générales de lycées professionnels de Gironde se sont réunis, hier matin, pour un piquet de grève devant le rectorat de l'académie de Bordeaux à l'appel de l'intersyndicale CGT, Snuep-FSU, Sud, Snak...

Le mouvement était national. Muni de banderoles, le personnel manifestait contre le projet de réforme de la voie professionnelle, dont la mise en œuvre est prévue pour la rentrée 2019.

« Main-d'œuvre pas chère »

Sur place, les professeurs, qui devaient être reçus en audience au rectorat dans la journée, ont dénoncé la baisse du nombre d'heures de formation des élèves et de possibles suppres-



Il s'étaient presque 80 professeurs de lycées professionnels, hier, à manifester devant le rectorat de l'académie de Bordeaux. PH. E.G.

sions de postes. « On va perdre entre 3 500 et 5 000 postes », tonnent Nasr Lakhassassi, du lycée Philadelphie-de-Gerde de Pessac, et Jérôme Jolivet, du lycée Sud-Gironde de Langon. Les deux professeurs reviennent sur la réforme de 2009, qui avait acté le passage du nombre d'années de formation de quatre à trois ans avec la généralisation des bacs professionnels et la suppression des BEP. « On a un public fragile, qui a besoin de temps

pour apprendre un métier », regrette Jérôme Jolivet. Leurs craintes ? Voir les élèves être moins bien instruits, tant dans leur corps de métier que dans les matières générales, comme le français ou l'histoire. « Il y a beaucoup d'élèves qu'on arrive à remettre sur les rails comme cela », poursuit Jérôme Jolivet, pour qui la voie professionnelle « perd en crédibilité ». L'autre peur est que ces élèves deviennent de la « main-d'œuvre pas chère », qu'on in-

cite à se tourner vers l'apprentissage et donc à travailler, sans apprendre un métier.

50 % sont en échec en BTS

Les manifestants ont notamment dans le viseur ces futures classes de seconde « famille de métiers », des classes regroupant des métiers aux compétences communes. L'adaptation à un métier spécifique se ferait dans l'entreprise et par des éléments de spécialisation (options, certifications, etc.).

« Nous sommes en contact avec le tissu artisanal : il y a du travail en menuiserie, chaudronnerie, hôtellerie. Mais ils ont besoin de gens formés. Et la formation que nous leur donnons n'est plus en adéquation avec ce tissu. Cette réforme n'est en rien ambitieuse », insiste Jérôme Jolivet. « Nos élèves ne sont pas prêts pour l'insertion professionnelle », enchaîne Nasr Lakhassassi. Le professeur de froid et climatisation conclut en rappelant que « 50 % » des élèves de la voie professionnelle qui vont en BTS sont en échec. « On fait des économies sur le dos des jeunes ! »

Emilien Gomez

Le lycée Cantau tourne au ralenti

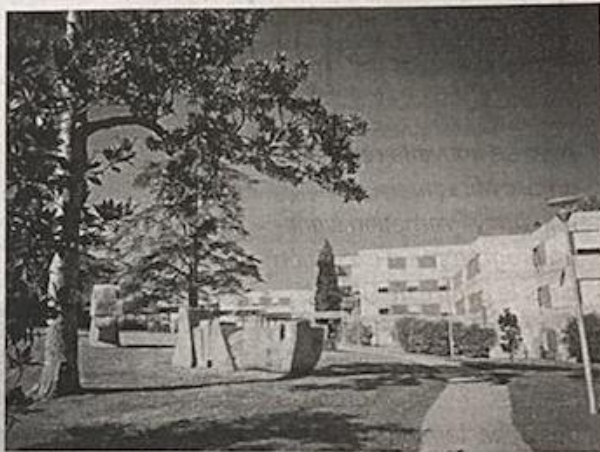
EDUCATION

Les profs étaient en grève hier, pour des heures d'enseignement pro sur la sellette

THOMAS VILLEPREUX
t.villepreux@sudouest.fr

Près de 25 professeurs du lycée professionnel Cantau, à Anglet, ont séché les cours hier. En cause : une réforme redoutée, qui amputerait les élèves de nombreuses heures d'enseignement technique. Représentant des professeurs aux côtés de Daniel Darlas, Marc Saint-Estevan l'annonce d'emblée : « Il ne s'agit pas de protester contre des réductions budgétaires qui se feront au détriment de nos postes. »

Pour autant, Marc Saint-Estevan a « conscience que cela risque fort d'arriver ». Mais là n'est pas la question. « Cette année, les élèves peuvent encore découvrir plusieurs métiers en classe de troisième. À l'issue de cette période de découverte, ils font un choix, puis entrent en seconde professionnelle. Si la refonte des bacs pro et des CAP se passe comme prévu, la phase de décou-



Pas de cours hier, dans l'établissement professionnel anglois, où la grogne des professeurs s'est manifestée. PHOTO BERTRAND LAPÉQUE

verte se passera en seconde et la professionnalisation attendra la première. On perd une année. »

Que dire aux forums ?

Marc Saint-Estevan a fait ses calculs : « Cela représente de 10 à 13 % d'heures pro perdues. Je veux bien que le choix soit retardé, mais dans ce cas, pourquoi ne propose-t-on pas davantage d'heures en première et en terminale ? Que les élèves soient formés à la va-vite nous pose un problème. Les jeunes seront moins armés à l'arrivée. Nous sommes in-

quiets. » Le porte-parole des professeurs déplore également la désinformation du corps enseignant. « Macron n'a encore jamais reculé et à mon avis, la loi va passer. Mais en attendant, que va-t-on raconter aux jeunes lors des forums d'orientation, en février ? On ne nous consulte pas. On ne vient pas nous voir pour nous briefer. Donc on leur dit quoi ? »

D'ici-là, le brouillard se sera peut-être levé au-dessus des futurs maçons, charpentiers et autres plombiers.

Sud-Ouest du 28 septembre 2018

Le premier article couvre le rassemblement devant le Rectorat

Et le deuxième concerne le mouvement de grève des collègues du lycée Cantau

Mobilisés ce jeudi 27 septembre, les acteurs du lycée professionnel protestent contre la baisse drastique des heures d'enseignement des matières générales sans aucune compensation. Une décision qui pourrait condamner les élèves de ces établissements à rejoindre prématurément le monde du travail.

Lorsque [Jean-Michel Blanquer](#) évoque le futur des lycées professionnels, il n'a qu'un mot à la bouche : "excellence". À en croire le personnel de ces établissements, mobilisé ce jeudi 27 septembre dans toute la France, il ne faut pas y voir l'expression d'une ambition... mais plutôt une contrevérité. En cause, le contenu de la réforme du [lycée professionnel](#). Annoncée dans les grandes lignes au mois de mai dernier, et déjà accueillie plutôt fraîchement par les syndicats du second degré, elle fait de nouveau frémir les [professeurs](#), inquiets pour leur sort et celui de leurs élèves. En cause : la récente réception des nouvelles grilles horaires, mises à jour selon les modalités prévues par la réforme, qui entreront en vigueur à la rentrée 2019. Concrètement, et au global, les élèves de [bacs](#) professionnels perdront ainsi 4 heures de cours par semaine. "Pour les élèves, c'est un temps de formation important qui est définitivement perdu. Et pour les enseignants, cela annonce des suppressions de postes", se désole Bérénice Courtin, co-secrétaire générale du Snuep-FSU, syndicat du lycée professionnel.

Une vision "utilitariste" des matières générales

Ces heures, effacées de l'emploi du temps de ces lycéens, concernent uniquement des matières dites "générales" : français, mathématiques, langues vivantes. Sur toute la durée de la formation, les heures consacrées aux maths diminueront de 16% et de 13% pour le français. Jusqu'à atteindre 50% pour la deuxième langue vivante. Sur certains de ces créneaux, quelques heures de "co-intervention" prendront place. En clair : des cours mêlant enseignants professionnels et généraux. "Ces jeunes méritent mieux que des cours de français axés sur l'élaboration d'une lettre de motivation, tempête Maxime Besselièvre, secrétaire national de la CGT Educ'action. Le gouvernement a une vision utilitariste des enseignements généraux, cela peut s'avérer désastreux pour ces élèves. Si l'école ne leur apporte pas un certain bagage culturel pour être des citoyens à part entière, qui le fera ?" D'autant qu'une grande partie de ces lycéens a déjà "un très faible niveau dans ces matières à leur arrivée en seconde", fait remarquer la militante du Snuep-FSU. De plus, selon les statistiques publiées par le ministère de l'Éducation nationale pour la rentrée 2017, les effectifs des lycées professionnels accueillent une large part d'élèves à l'origine sociale identifiée comme "moyenne" ou "défavorisée" (82,5%), contre 50,7% pour les lycées généraux



AEF du 27 septembre 2018 / Voie professionnelle : entre 13 % et 30 % de grévistes. Des syndicats s'inquiètent des grilles horaires du CAP et du bac

À l'appel de plusieurs syndicats, "entre 20 et 30 %" d'enseignants de la voie professionnelle ont fait grève le 27 septembre 2018, affirme le Snuep-FSU. Le MEN en dénombre 13,51 %. Après l'examen en CSL des grilles horaires qui doivent s'appliquer à la rentrée 2019, le Snuep-FSU dénonce "la baisse du volume disciplinaire" en CAP et en bac pro.

L'accès à cette agence de presse spécialisée est réservé aux abonnés, donc nous n'avons pas le droit de publier la dépêche consacrée à cet événement.



Éducation. Menace sur les lycées professionnels.

L'Humanité du 27 Septembre, 2018

Les syndicats de la filière appellent aujourd'hui à la grève. Dans leur viseur : le projet de réforme de Jean-Michel Blanquer, qui réduit à la fois les horaires et les besoins en postes tout en accentuant la concurrence avec l'apprentissage.

Parmi les 955 bacheliers – selon les chiffres officiels – toujours sans affectation dans Parcoursup, on dénombre « seulement » 60 titulaires du bac général. Ainsi s'exprimait mardi Frédérique Vidal, la ministre de l'Enseignement supérieur, trahissant le mépris dans lequel sont considérés les bacs technologiques et professionnels. Pourtant, son collègue Jean-Michel Blanquer clame à qui veut l'entendre qu'il veut « revaloriser la voie professionnelle » en la réformant. Pas de bol : c'est justement contre cette réforme que l'intersyndicale (Snuep-FSU, Snep-FSU, CGT Educ'Action, SUD éducation, Snalc...) de l'enseignement professionnel appelle aujourd'hui à une journée de grève.

Selon elle, les mesures présentées en mai et prévues pour entrer en vigueur à la rentrée 2019 s'attaquent à la double finalité qui constitue le point fort de cette voie : permettre aux élèves d'accéder à une insertion professionnelle dès le bac obtenu, ou bien de poursuivre leurs études au-delà de celui-ci. Or, cette réforme déprofessionnalise la voie pro en réduisant le volume des enseignements professionnels (-4,5 % selon les grilles horaires en projet) et, surtout, en repoussant le véritable choix de métier. En seconde, on opérerait uniquement pour de grandes « familles » de métiers. « Ces secondes à “champs professionnels” vont supprimer un an de réelle formation professionnelle », indique Bérénice Courtin, du Syndicat national unitaire de l'enseignement professionnel (Snuep-FSU). Sur quatre ans à sa création en 1987, passé à trois ans en 2011, le bac pro se ferait désormais en... deux ans.

900 postes d'enseignants ciblés dès la rentrée prochaine

Dans le même temps, on réduit aussi le volume des enseignements généraux. Et pas qu'un peu, puisque les horaires baisseraient de 13 % en moyenne, certaines matières étant encore plus affaiblies que les autres comme les maths/sciences, qui perdent 16 % de leur volume horaire, et la langue vivante 2, qui perd... 42 % ! Cette fois, c'est bel et bien la possibilité de poursuivre des études supérieures qui est sapée, alors qu'on a observé ces derniers mois que les bacheliers professionnels sont déjà largement désavantagés par la plateforme Parcoursup. Et ce n'est pas le vague projet d'année passerelle, destinée à préparer uniquement une poursuite en BTS, qui compensera cette différence de traitement.

« Nous avons calculé que la seule baisse des volumes d'enseignement permettra de supprimer 900 postes dès la rentrée prochaine », dénonce Bérénice Courtin. Soit, pour la seule voie professionnelle, près du tiers des 2 600 postes que le ministère prévoit de supprimer en 2019 dans l'ensemble du secondaire, du collège au lycée, toutes filières confondues. Du coup, une question devient légitime : la réforme Blanquer n'a-t-elle pas ces réductions massives de postes pour finalité première ? Première, mais pas unique. En visant l'intégration dans tous les lycées pros d'unités de formation par l'apprentissage (UFA), la réforme vise aussi à mettre en concurrence bac pro et apprentissage. Résultat prévisible : l'apprentissage ayant de tout temps la préférence des employeurs, puisqu'ils le financent et en déterminent les contenus, le bac pro va vite en devenir le parent pauvre, dans tous les sens du terme. Les meilleurs profils seront « recrutés » pour l'apprentissage, sans préciser que 40 % des apprentis subissent des ruptures de contrat et se retrouvent sans diplôme... Les autres ? Ils fourniront un bataillon de salariés précarisés.



27 septembre 2018

Grèves et mouvements sociaux : 13,5 % d'enseignants grévistes dans les lycées professionnels

Selon le ministère de l'Éducation nationale, "le taux moyen national de participation au mouvement de grève dans les lycées professionnels en France métropolitaine" était, ce 27 septembre, de 13,5 %. Selon le SNALC, il était de 30 % en Ile-de-France.

Le SNUEP-FSU et la CGT dénoncent la fusion annoncée des bacs pros vente et commerce (voir ToutEduci [ici](#)) qui prévoit 80 % des enseignements communs aux deux options : "cette fusion s'opère à l'identique de celle de la création du bac pro GA" [qui est partiellement supprimé, ndlr]. Les deux organisations dénoncent de plus "une rentrée 2019 intenable pour l'ensemble des PLP" qui "devront mettre en œuvre des nouveaux contenus de formation, de nouvelles pratiques pédagogiques imposées par la co-intervention, une seconde indifférenciée, de l'accompagnement à l'orientation, de la consolidation des acquis, du soutien et du tutorat. Le tout avec des volumes horaires en baisse dans toutes les disciplines !"

Communiqué de l'intersyndicale / 28 septembre 2018

L'intersyndicale CGT Educ'action- SNUEP FSU – SNEP FSU – SNALC – SUD Éducation – SNCL – SIES FAEN – se félicite de la réussite de la journée de grève du 27 septembre dans la voie professionnelle. Les personnels rejettent le projet de réforme de la voie professionnelle imposé à marche forcée par le ministre, comme en témoignent les 20 à 30 % de grévistes dans les établissements. Les rassemblements et les manifestations qui se sont déroulés sur l'ensemble du territoire ont été un succès.

Ces chiffres sont d'autant plus impressionnants que le ministère n'a révélé son projet réglementaire de grilles horaires qu'en début de semaine – laissant aux organisations syndicales un délai très court pour informer, échanger avec la profession.

L'intersyndicale, reçue en audience, a demandé le retrait du projet de texte sur les grilles horaires prévu à l'ordre du jour du Conseil Supérieur de l'Éducation du 10 octobre afin de prendre le temps de construire un projet ambitieux pour l'enseignement professionnel public. Ce ne sont pas les suppressions de postes qui doivent orienter la réforme, mais bien l'amélioration des conditions de travail des personnels et des conditions d'études des jeunes de la voie professionnelle, qui représentent 1/3 de la jeunesse lycéenne.

Le ministère n'a pour l'instant apporté aucune réponse aux questions de l'intersyndicale.

Cette journée de grève dans les lycées professionnels est une première étape. Nous devons continuer à informer et échanger avec nos collègues sur l'ensemble des territoires pour amplifier les actions et mobilisations et forcer le ministère à revoir sa réforme.

L'intersyndicale appelle les personnels à organiser des heures d'information syndicale dans les établissements dans la semaine du 15 au 19 octobre.

D'ores et déjà, l'intersyndicale appelle les personnels à s'emparer des dates de mobilisations déjà annoncées.

L'intersyndicale se retrouvera le 10 octobre à l'issue du CSE et elle s'engage dès maintenant à poursuivre les mobilisations pour une autre réforme de la voie professionnelle dans l'intérêt des élèves et des personnels.

"Succès très encourageant" pour les syndicats qui appelaient à la grève (Snuep Fsu, Cgt, Sud, Snalc), la journée d'actions du 27 septembre a mobilisé de 20 à 30% de grévistes selon les syndicats, 14% selon le ministère. A Paris, la manifestation a recueilli plusieurs centaines de professeurs très inquiets de la réforme en cours.



"Ils ont donné la rage au chien et ils disent maintenant qu'il faut le tuer". Françoise Lours, PLP au lycée J Macé de Choisy le Roi et militante Snuep, ne décolère pas depuis l'annonce de la suppression du bac pro GA, un des bacs les plus importants. La série GA est née d'une fusion non souhaitée entre deux disciplines tertiaires. Mais selon F Lours, les entreprises s'y sont habitués. Avec la suppression les enseignants vont revivre un nouvel épisode de déqualification. "Je ne sais pas ce qu'on va devenir", explique t-elle.

Nathalie Pasquier, professeure au lycée Val de Bièvre de Gentilly refuse la réforme de la seconde. "Le bac pro va se faire en 2 ans et demi (il était en 4 ans il y a peu). Cela avec la partie la plus fragile de la population. On voit mal comment on peut appeler cela une revalorisation".

Mariem enseigne les arts appliqués au lycée Guillaumin d'Orly. Elle aussi s'interroge sur les nouvelles secondes. "On réunit des élèves de services à la personne et de services à la vie locale. Mais quels points communs ? Comment adapter notre pédagogie ?". Elle a fait aussi le calcul des heures avec les nouvelles grilles. "Il y aura des suppressions de postes". Sa discipline qui est présente dans plusieurs bacs de son lycée (coiffure, esthétique, soins à la personne) ne devrait plus être évaluée au bac. "Pourtant elle apporte beaucoup à ces élèves", explique-t-elle. "Des élèves qui n'ont jamais mis le pied à Paris, les emmener voir des expositions sur la mode ou visiter des musées, ce n'est pas rien". Pour elle, la réforme va augmenter les inégalités.

Dans le cortège, Sigrid Gérardin, co secrétaire générale du Snuep, jugeait le taux de gréviste "très encourageant" compte tenu de la rapidité avec laquelle la réforme est menée. "On sera reçu au ministère. On espère qu'il entendra la profession et qu'il reviendra sur les grilles horaires. On est clairement dans une logique comptable. La voie professionnelle est instrumentalisée pour atteindre des objectifs de suppressions de postes".

François Jarraud

[Lycées professionnels : pourquoi la grève ?](#)

[Quelle place veut-on donner au bac pro ?](#)





LE SYNDICAT
DE L'ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNEL
PUBLIC



BAC PRO COMMERCE – VENTE – ARCU NE LES LAISSONS PAS FAIRE UN BAC PRO GESTION ADMINISTRATION BIS !

Le 10 octobre, lors du Conseil Supérieur de l'Education, le ministère tentera un passage en force sur les nouvelles grilles horaires pour l'ensemble des filières de la voie professionnelle - grilles qui entérineront des suppressions de postes dans toutes les disciplines et dérègleront toujours plus les enseignements. Ce même jour, il soumettra au vote de cette instance **la fusion des bacs pros vente et commerce** – fusion que la profession refuse pourtant catégoriquement. Dans la foulée, il imposera la seconde famille de métiers *Vente, Commerce, ARCU*, au plus tard en décembre !

Le ministère laisse entendre, à qui veut le croire, que la transformation des bacs pros vente commerce n'est pas une fusion mais un nouveau bac pro à options. Or c'est bien d'une fusion déguisée dont il s'agit. Sur les 4 domaines d'activités professionnelles, un seul différencie les options. En réalité, **ce sont 80 % des enseignements qui fusionnent**. C'est de la malhonnêteté et du mépris avérés pour la profession. De plus, l'activité de « négociation » est purement et simplement exclue des référentiels. Comme pour l'enseignement de la comptabilité en Gestion Administration (GA), il considère que la négociation relève du BTS donc son enseignement est inutile en amont.

Cette fusion s'opère à l'identique de celle de la création du bac pro GA. Elle est imposée contre l'avis de la profession, dans un contexte de 2600 suppressions de postes dans le second degré et celui d'une réforme dont la brutalité et la finalité budgétaire n'est plus à prouver. Les mêmes causes auront les mêmes effets : c'est une rentrée 2019 intenable pour l'ensemble des PLP concerné·es. Les personnels devront mettre en œuvre des nouveaux contenus de formation, de nouvelles pratiques pédagogiques imposées par la co-intervention, une seconde indifférenciée, de l'accompagnement à l'orientation, de la consolidation des acquis, du soutien et du tutorat. Le tout avec des volumes horaires en baisse dans toutes les disciplines !

Le SNUEP-FSU et la CGT Educ'action s'opposeront fermement à cette fusion. Nous n'accepterons pas que les personnels et les jeunes soient de nouveau sacrifiés et malmenés pour des idéologies politiques de quelques-uns.

D'ores et déjà, l'intersyndicale appelle la profession à être massivement en grève et dans les mobilisations sur tous les territoires ce jeudi 27 septembre.

Nos organisations syndicales poursuivront les échanges avec les collègues et ensemble nous construirons d'autres étapes pour amplifier la mobilisation contre la réforme Blanquer de la voie professionnelle. Il y a urgence à renforcer la voie professionnelle en y dédiant les moyens nécessaires pour améliorer les conditions de travail des personnels et d'études des élèves.

Paris, le 27 septembre 2018



26 rue Paul Mamert 33800 Bordeaux snuempaquitaine@gmail.com 05 56 68 98 91 www.bordeaux.snuiep.fr